Douze femmes en colère dénoncent leur «arrestation sans raison» lors des manifestations du 19 mars à Paris  
Interpellées dimanche soir dans le quartier des Halles, une dizaine de femmes racontent avoir été gardées à vue pendant près d’une journée. Certaines manifestaient pacifiquement, quand d’autres ne faisaient que passer dans les rues bloquées par la police.  
  
La polémique sur les interpellations arbitraires et les gardes à vue abusives ne faiblit pas. Jeudi 16 mars, plus de 250 personnes avaient été interpellées en marge d’un rassemblement sur la place de la Concorde, à Paris. Bis repetita dimanche 19 mars. Alors qu’ils s’étaient lancés dans une manifestation spontanée contre la réforme des retraites, des dizaines d’individus ont été bloquées par les forces de l’ordre dans des rues de l’hypercentre de Paris, pendant deux bonnes heures. La police a procédé au cours de la soirée à 34 interpellations, d’après les chiffres communiqués à CheckNews par la préfecture de police (PP).  
  
Parmi les personnes interpellées, douze femmes, qui se sont retrouvées ensemble en garde à vue, selon des témoignages diffusés sur les réseaux sociaux. «Ils nous ont gardées bien 19 heures», écrivait ainsi l’une d’elles sur Twitter lundi, au sortir de sa garde à vue. Dans ses messages, elle affirme avoir été «nassée et interpellée» dimanche soir, alors qu’elle se trouvait dans la rue Marie-Stuart, perpendiculaire à la rue Montorgueil, artère du quartier des Halles. «[L’officier de police judiciaire] était outré, mais bon, ils ont quand même essayé de nous la faire à l’envers», en organisant une «audition sans avocat» ou avec des relevés d’empreintes «forcés», rapporte-t-elle. Finalement, toutes auraient «a priori» été «relâchées sans suites» judiciaires.  
  
«On était là parce qu’ils veulent du chiffre»  
  
Un récit qu’elle complète auprès de CheckNews. A l’en croire, sur la douzaine de femmes interpellées, à peu près « une moitié » étaient dans la manifestation, et l’autre moitié « étaient là par hasard ». «[Avec ma femme] nous n’étions pas dans la manifestation qui a démarré des Halles, nous avons décidé de venir voir ce qui se passait et soutenir les camarades nassés. […] Nous pensions passer rapidement et ensuite aller dîner.» Puis, «lorsque nous avons été escortées hors de la nasse, on nous a dit que c’était une simple vérification d’identité». A leur arrivée au commissariat, elles sont informées du motif de leur arrestation : «groupement formé en vue de commettre des dégradations ou violences – l’intitulé est un peu plus long mais je n’arrive pas à m’en souvenir exactement». Si elle a refusé de donner ses empreintes, ce n’est pas forcément le cas des autres gardées à vue, qui ont pour partie cédé face à la «pression» exercée par «l’officier de police technique» : désormais, «au moins neuf sont sur leurs fichiers d’empreintes».  
  
Mardi, deux nouveaux témoignages ont été publiés sur Twitter. La première déclare faire «partie des 12 jeunes femmes (17-35 ans) arrêtées sans raison dimanche soir». Et déplore : «Nous sommes restées en lien après avoir été libérées mais [nous n’avons] toujours pas de nouvelles de deux d’entre nous.» Dans un autre tweet, elle mentionne le commissariat où le groupe a été emmené, celui du XIIIe arrondissement de Paris. «Personne n’a su nous dire précisément sur quelles bases nous avions été arrêtées, poursuit-elle. Les officiers de police judiciaire eux-mêmes nous ont dit qu’on était là “parce qu’ils veulent du chiffre”.» A CheckNews, elle indique qu’elle se trouvait «sur place pour manifester».  
  
La seconde raconte être sortie de garde à vue lundi à 15 h 50. Assumant d’avoir rejoint les protestataires, elle dénonce les conditions dans lesquelles elle et les onze autres femmes ont été interpellées puis privées de liberté. «Notre faute ? Avoir exprimé, comme nous en avons le droit, notre désaccord. Notre peine ? 20 heures dans une cellule, le droit d’aller aux toilettes la porte grande ouverte, une prise d’empreintes et d’ADN, l’intimidation des manifestant(e)s.»  
  
«Matelas sommaires et odeur d’urine»  
  
Sur le déroulé des faits, elle détaille : «Amenées au commissariat, nous avons attendu plusieurs heures entre l’heure d’interpellation et notre première entrevue avec un officier de police judiciaire. C’est seulement à ce moment-là que le “contrôle d’identité” est devenu une [garde à vue]. Tous les policiers du commissariat sont excédés et tous nous le disent : ils savent que nous sommes là sans aucune raison, ont mieux à faire […] Nous avons dormi à onze dans une même cellule, matelas sommaires et odeur d’urine, je le répète sur aucun fondement légal avéré. La manifestante mineure (17 ans !) a dû dormir seule. Et au bout de 20 longues heures, à (peu ou pas) dormir en cellule, se faire réveiller par les verrous qui s’ouvrent et se ferment, à macérer dans un endroit exigu et notre propre transpiration de stress et de colère, le classement sans suite, évidemment. Evidemment un classement sans suite car depuis le début c’était une arrestation arbitraire.»  
  
«Nous engagerons des poursuites à l’encontre de l’Etat, de la police, que sais-je, pour protester contre cette privation de liberté abusive», annonce-t-elle. Avant de préciser : «nous n’avons pas subi de violence (physique) de la part des forces de l’ordre. Le préjudice moral, quant à lui, est bien présent.» Contactées, ces trois femmes indiquent prendre le temps de la réflexion avant de s’exprimer dans les médias. Elles restent toujours sans nouvelles de deux des femmes aux côtés desquelles elles ont effectué leur garde à vue.  
  
Les récits de ces femmes sont, en tout cas, complétés par différentes images tournées ce soir-là et partagées sur les réseaux sociaux. Ainsi, leurs interpellations ont notamment été documentées par Cemil Şanlı, journaliste pour le Média, dans plusieurs vidéos mises en ligne tout au long de la soirée de dimanche. Une première atteste de la présence d’au moins deux camions de police, l’un au croisement entre les rues Tiquetonne et Montorgueil, l’autre un peu plus loin dans la rue Montorgueil, juste avant la rue Marie-Stuart. Cette séquence commence par la fouille d’une jeune femme, les mains posées sur le premier camion, puis montre trois autres femmes escortées part des policiers en direction du véhicule.  
  
<https://twitter.com/cemil/status/1637553699651215360?s=46&t=TcCfY_VXrI0PiQ3vSJo5HA>  
  
Dans une seconde vidéo, une jeune femme interrogée par Cemil Şanlı confie qu’elle «ne sait pas ce qu’il se passe». Elle ne comprend qu’elle va «être emmenée au poste» que lorsqu’elle échange ensuite avec un policier. Dans la foulée, on entend un membre des forces de l’ordre expliquer à une autre jeune fille : «Un collègue remplit une fiche avec vos informations. Là vous allez vous faire fouiller. Vous allez monter dans le camion. Vous allez au commissariat, ils vont vérifier votre identité. Et après si tout est bon, vous êtes libre.»  
  
Même sidération chez une troisième jeune femme, conduite à proximité du camion de police : «Je suppose que c’est un contrôle car on était du côté bloqué», répond-elle au journaliste du Média. Elle affirme qu’elle n’était pas présente dans cette zone pour manifester, mais tentait simplement de rejoindre son domicile : «Je rentre juste chez moi là. On a essayé de passer de l’autre côté mais tout était bloqué.» Selon Cemil Şanlı, «elle se fera quand même contrôler, et emmener au commissariat.» A la fin de la vidéo, apparaît derrière elle une autre femme, elle aussi entourée de policiers. Il s’agit de la manifestante à l’origine du premier témoignage relayé hier – comme elle l’affirme dans un tweet.  
  
«J’aurais pu partir tout de suite»  
  
Une dernière vidéo fait état de l’arrestation d’une cinquième femme, plus âgée cette fois. Face aux policiers, elle proteste : «On ne peut pas arrêter des gens sur la voie publique comme ça, qui n’ont rien fait […] Je n’ai rien fait. L’un d’entre vous m’a dit de passer là-bas [en s’adressant aux policiers]. Après on a été arrêtées, on a été gentilles. J’aurais pu partir tout de suite.»  
  
Lionel, un manifestant qui a réussi à échapper à la nasse puis s’est posté tout près du camion de police stationné à l’angle de la rue Tiquetonne, relate : «J’ai vu pas loin d’une dizaine de personnes [monter dans le camion]. Que des jeunes femmes, sauf la dernière – une dame d’une cinquantaine d’années qui disait qu’elle se trouvait là par hasard, qu’elle était en séjour chez une amie pas très loin. On a vu un autre camion partir, quelqu’un m’a dit “là-bas ce sont les hommes”.» En revanche, Lionel n’a pas pu voir partir le troisième et dernier véhicule, arrivé juste après le départ du premier, et positionné au même niveau dans la rue Tiquetonne. «On a été repoussés, éloignés, avant que la dame [plus âgée] ne monte dedans.»  
  
«Les interpellations de là où je me trouvais ce n’était que des femmes, mais il n’y a pas que des femmes qui ont été interpellées dimanche», précise la photographe Emilie Désir, jointe par CheckNews. Elle confirme que certaines des femmes qu’elle a photographiées au moment de leur arrestation «n’étaient à la base pas dans la manifestation sauvage». «Aucun élément ne justifiait qu’elles soient embarquées», estime-t-elle, précisant qu’«elles étaient toutes en tenue de ville, sauf une personne en jogging capuche noir – ce qui ne fait pas d’elle une personne offensive, mais on en est là». Dès lors, ces femmes auraient été interpellées «pour la seule raison d’avoir été présentes à ce rassemblement spontané, puis nassées pendant plusieurs heures».  
  
Le photographe Karl Hall, lui aussi présent sur les lieux, confirme que «les hommes et les femmes ont été séparés», les secondes étant embarquées dans «une camionnette de dix places “en commun”», quand «une camionnette pouvant contenir douze cellules individualisées – un peu comme des placards de vestiaires» a été réservée aux premiers. Il mentionne également la présence d’une troisième camionnette.  
  
«Passants, touristes et travailleurs» dans la nasse  
  
D’après les informations réunies par Karl Hall, il y aurait, parmi les hommes interpellés, «un photographe», «un homme avec brassard presse» – peut-être la même personne –, «un livreur de nourriture», un individu qui résistait et que les forces de l’ordre ont dû «prendre quasi à bras-le-corps pour l’emmener dans le véhicule»… Ou encore un certain Adrien dont le photographe a vu «la photo en cellule, sur le téléphone de son ami» et qui était «dans le coin» car lui et cet ami «devaient se retrouver pour dîner ensemble». Pour lui, les arrestations étaient «nécessairement arbitraires» dans la mesure où «des passants, touristes et travailleurs» ont pu se retrouver pris dans la nasse.  
  
Contactée, la préfecture de police nous a livré cette version des faits : «A 18 h 40, au niveau de la canopée du Forum des Halles, environ 1 500 personnes se sont rassemblées, et le groupe a commencé à se déplacer en direction de la rue Etienne-Marcel. Le cortège s’est alors scindé en deux. Grâce au dispositif mis en place et à la réactivité des effectifs engagés, et au regard du déroulé des trois soirées précédentes avec constitution de cortèges sauvages dans les rues de Paris et la mise à feu de poubelles, l’ensemble des participants a été stoppé au niveau de la rue Montorgueil, de la rue Montmartre et de la rue Française. 450 personnes ont ainsi été prises en compte afin de prévenir la commission de troubles à l’ordre public, puis raccompagnées à la station de métro Etienne-Marcel par petits groupes jusqu’à la fin, vers 21 h 30.» Interrogée spécifiquement sur les interpellations et leur motif, la PP ne donne pas d’autre information que leur nombre : 34.